



La transition énergétique, enjeu de souveraineté et de compétitivité européen



Anthony Bailly
Responsable de la Gestion Actions Européennes



Ludivine de Quincerot
Responsable de l'Investissement Durable et de la gestion Diversifiée Europe

R-co 4Change Net Zero Equity Euro est un fonds de transition, article 9 et labellisé ISR V3 (impliquant notamment l'exclusion des énergies fossiles) qui vise des objectifs ambitieux de décarbonation en investissant dans tous les secteurs y compris les plus émetteurs, avec pour principal objectif d'afficher une baisse de son intensité carbone de 7 % en moyenne par an. Pour y parvenir, nous sélectionnons uniquement des acteurs présentant des trajectoires de décarbonation crédibles et alignées avec cet objectif.

Le portefeuille, par son positionnement, permet de répondre aux enjeux de souveraineté et de compétitivité qui ont été mis en exergue depuis l'éclatement du conflit Russo-Ukrainien. En effet, réduire notre dépendance sur le plan énergétique et développer une industrie compétitive constituent deux piliers essentiels pour l'Europe dans les années à venir. Cela se traduira par des investissements importants sur les secteurs associés dont devrait bénéficier le fonds qui, grâce à son positionnement de transition est investi sur tous les secteurs, sans biais de style marqué. L'ambition de R-co 4Change Net Zero Equity Euro est en effet d'allier performance durable mais aussi financière avec pour objectif de surperformer son indice de référence (l'Eurostoxx dividendes réinvestis). Son positionnement de transition lui évite d'être captif des rotations sectorielles, et permet au

fonds d'afficher une performance le classant dans le premier quartile des fonds actions européennes, tout en surperformant au sein de l'univers des « fonds carbone »¹.

Pourquoi réduire notre dépendance énergétique est devenu un enjeu crucial pour la souveraineté européenne ?

Outre la nécessité de se réarmer, le déclenchement de l'invasion russe en Ukraine a mis en lumière la dépendance énergétique européenne vis-à-vis du gaz russe. Cette dépendance s'explique principalement par les faibles gisements d'énergie fossile disponibles sur le Vieux Continent et une stratégie énergétique qui a consisté à s'appuyer sur des partenaires stratégiques pour son approvisionnement. Au-delà du risque lié à la suspension de ces approvisionnements, parmi les conséquences de ce conflit, l'explosion des prix de l'énergie aura fait office de prémices à une envolée plus large de l'inflation, deuxième élément mettant à mal cette stratégie. Pour y faire face, la première réaction européenne a été de se tourner vers les États-Unis et les pays du Moyen-Orient pour se substituer à la Russie. Outre les interrogations sur la fiabilité de ces partenaires, cette décision a eu pour conséquence de peser sur la compétitivité des sociétés européennes qui paient leur énergie deux à trois fois plus cher que leurs concurrents américains. Par ailleurs, ce prix de l'énergie élevé grève le budget des ménages, notamment les plus modestes, pour lesquels ce poste représente une part plus importante de leurs dépenses.

Les discussions en cours sur les engagements d'achat de GNL américains comme contrepartie à un « assouplissement » des tarifs douaniers portent encore sur des montants colossaux et ne règlent aucunement la question de la dépendance. Bien que l'Europe ait accéléré son développement sur la production, elle importe encore près de 50 % de son énergie, contre 15 % pour les États-Unis et 20 % pour la Chine².

La souveraineté énergétique constitue un défi majeur pour l'Europe dans un contexte où le besoin en électricité augmente, tiré par la croissance du parc de véhicules électriques (sous la pression réglementaire), de la création de data centers liés au développement de l'IA, avec toutes les questions de sécurité des données et de souveraineté afférente qui imposent de disposer d'infrastructures locales, par définition, très énergivores. À titre d'illustration, l'Allemagne publiait en septembre dernier, un rapport visant à évaluer l'état d'avancement de la transition énergétique. Le gouvernement s'attend à une demande d'électricité de 600-700 TWh d'ici 2030 contre 500 TWh aujourd'hui, ce qui représente un rythme de croissance de 5 % par an, soit un niveau largement supérieur au consensus actuel de 0 %³.

Comment l'industrie européenne peut-elle améliorer sa compétitivité ?

Par deux aspects principalement : le déploiement de solutions d'efficacité énergétique et le développement de produits décarbonés.

En intégrant des technologies d'efficacité énergétique développées par des leaders européens, les entreprises peuvent significativement améliorer leur compétitivité. D'abord, la réduction des coûts opérationnels grâce à l'optimisation des consommations énergétiques permet d'améliorer la rentabilité et également de dégager des marges additionnelles pour l'innovation et l'investissement entraînant un cercle vertueux. Ensuite, la maîtrise des risques liés à la volatilité des prix de l'énergie, notamment par l'électrification des usages, permet d'assurer aux entreprises une meilleure visibilité sur leurs coûts. Enfin, ces solutions permettent aux entreprises de valoriser leur performance ESG, ce qui est de plus en plus déterminant pour accéder à des financements durables et répondre aux exigences des investisseurs institutionnels.

Un meilleur accès à une énergie verte permettra, par ailleurs, d'offrir aux entreprises européennes une source de différenciation, facteur de compétitivité avec des produits décarbonés dans des secteurs aussi divers que la sidérurgie, la chimie, l'automobile ou la construction. C'est également le cas pour la technologie, avec la possibilité de produire une énergie verte à destination des data centers. À titre d'exemple, Microsoft a été l'un des premiers à conclure en mai 2024 un accord majeur avec Brookfield pour développer de nouvelles fermes éoliennes et solaires d'une capacité de 10,5 GW pour alimenter ses data center en Europe et aux États-Unis.

Quelles solutions pour répondre à cet enjeu de réduction de la dépendance énergétique ?

La combinaison de deux solutions s'impose : l'accélération du développement des énergies renouvelables couplée au développement du réseau électrique et de la génération flexible.

La transition énergétique européenne connaît une accélération remarquable, portée par une dynamique d'investissement sans précédent dans les énergies renouvelables. L'année 2024 marque un tournant historique : pour la première fois, les investissements mondiaux dans les énergies propres ont dépassé ceux dans les énergies fossiles, atteignant 2 000 milliards de dollars, soit un niveau supérieur au pic fossile de 2016⁴.

L'Allemagne illustre cette transformation avec ambition. Forte de ses atouts technologiques et économiques, elle vise une part de 80 % d'électricité renouvelable dans son mix énergétique, contre 60 % aujourd'hui. Cette confiance repose notamment sur la compétitivité du coût actualisé de l'électricité (LCOE⁵), qui en 2024 était 41 % inférieur pour le solaire et 53 % pour l'éolien par rapport aux énergies fossiles³. À cela s'ajoute une rapidité de mise en service des projets renouvelables, généralement comprise entre un et deux ans, bien plus courte que celle des infrastructures traditionnelles.

Le vieillissement du parc de centrales à gaz et à charbon en Europe renforce ce besoin de renouvelables, mais impose également de relever deux défis majeurs : la flexibilité du réseau et la sécurisation de l'approvisionnement. L'incident survenu en Espagne en avril 2025 rappelle les risques liés à l'intermittence des ENR. Pour y répondre, le renforcement des interconnexions entre pays devient crucial, tout comme le développement de capacités de production flexibles. L'Allemagne prévoit ainsi la construction de 20 GW de centrales à gaz à partir de 2026, afin de garantir une génération excédentaire et stabiliser le réseau.

Sur le plan géographique, la transition est déjà bien avancée dans plusieurs pays. Le solaire et l'éolien représentent 37 % du mix électrique au Portugal, 38 % en Espagne, 40 % en Allemagne et 33 % au Royaume-Uni. En France, le nucléaire reste la principale source décarbonée, couvrant plus des deux tiers de la production d'électricité.

Enfin, le modèle décentralisé des renouvelables appelle une refonte du réseau électrique. Contrairement aux énergies conventionnelles, les ENR nécessitent une infrastructure capable de gérer une multitude de points de production. Les investissements en transmission et distribution devraient ainsi être multipliés par trois à quatre sur les quinze prochaines années. La transition énergétique est donc bien engagée, mais elle exige une approche systémique, combinant accélération des renouvelables, flexibilité du réseau, diversification des sources et coopération européenne renforcée. Cela implique donc des investissements massifs générateurs de croissance dans de nombreux secteurs d'activité à un niveau qui n'est pas encore reflété dans les valorisations de ces secteurs et des entreprises qui vont en bénéficier.

En quoi un fonds tel que R-co 4 Change Net Zero Equity Euro contribue à cette transition ?

Notre stratégie d'investissement Net Zero ne se limite pas à investir dans les énergies renouvelables et les utilities, mais s'étend plus largement à l'ensemble des acteurs qui bénéficient ou accélèrent l'adoption de cette énergie décarbonée. Ce positionnement devrait lui permettre de bénéficier de la croissance liée à l'accélération des investissements. Le positionnement de notre fonds R-co 4Change Net Zero Equity Euro s'inscrit en cohérence avec cette ambition évoquée précédemment et s'illustre à travers deux axes majeurs.

Dans un premier temps, la souveraineté énergétique passe par une augmentation de la production d'énergie verte et, à ce titre, les acteurs du renouvelable participent à notre stratégie via des investissements dans des leaders de leur secteur comme Orsted, Acciona Energia, EDPR. Ces sociétés présentent des portefeuilles d'activités complémentaires, tant d'un point de vue produits ou technologie (solaire, éolien...), que géographique (Europe du Nord et du Sud). L'enjeu de l'électrification est également adressé par l'investissement dans des sociétés comme Eon ou Enel qui contribuent fortement à l'accélération du déploiement du réseau à travers leurs activités de transmission et de distribution.

Ensuite, le renforcement de la compétitivité des entreprises européennes repose sur des questions d'efficacité énergétique, problématique traitées par des acteurs tels que

Schneider Electric, Siemens et ASML, mais aussi la production de produits à valeur ajoutée décarbonés avec Saint Gobain ou Alstom, ainsi que des solutions de captation de carbone, comme celles proposées par Technip Energies et Vallourec. Par ailleurs, ces évolutions de business models ne sont envisageables que grâce à une industrie financière intégrant des acteurs engagés dans le financement des investissements nécessaires pour soutenir ces entreprises. Ainsi, des banques comme KBC, Société Générale, Intesa San Paolo ou Unicredit, par exemple, jouent aussi un rôle clé.

Notre rôle est d'identifier ces acteurs, d'évaluer la crédibilité de leur stratégie en faveur de la transition puis de les sélectionner, les intégrer au sein de notre portefeuille et compléter l'investissement par une stratégie d'engagement ciblée.

Pour quels résultats ?

Depuis le lancement du fonds en 2019, ce positionnement lui a permis d'obtenir des résultats supérieurs aux objectifs que nous nous étions fixés.

En termes de durabilité : R-co 4Change Net Zero Equity Euro a réduit son intensité carbone de 15% en moyenne par an depuis sa création, un résultat nettement supérieur à l'engagement d'alignement avec l'Accord de Paris de -7 % par an¹. En absolu, le niveau des émissions carbone a été divisé par deux en cinq ans et la température du portefeuille est passée de 3,1°C à 1,9°C en trois ans⁶.

En termes financiers : notre positionnement de transition nous permet d'éviter les biais de style. Un atout précieux pour se prémunir des rotations sectorielles, à contre-courant des fonds carbone qui, pour la plupart, ont été pénalisés au cours des dernières années par leurs nombreuses exclusions qui limitent leur flexibilité de gestion. Ce positionnement permet d'afficher une performance le classant dans le premier quartile des fonds actions européennes, tout en surperformant au sein de l'univers des « fonds carbone ».

Ces résultats renforcent notre conviction dans la cohérence de ce positionnement de transition pour répondre aux enjeux de décarbonation à l'échelle mondiale mais également de souveraineté et de compétitivité au niveau européen.

En savoir plus sur le/les fonds

R-co 4Change Net Zero Equity Euro



Voir ce document sur notre site internet



-
- [1] Source : Europerformance, Rothschild & Co Asset Management, 17/10/2025. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures, et ne sont pas constantes dans le temps.
- [2] Source : International Energy Agency (IEA); Rothschild & Co, 31/12/2023
- [3] Source : Energiewende. Effizient. Machen. Federal Ministry for Economic Affairs and Energy (BMWE), septembre 2025.
- [4] Source : United Nations, Seizing the moment of opportunity – Supercharging the new energy era of renewables, efficiency, and electrification, 22/07/2025.
- [5] Levelized Cost of Energy : Mesure économique qui représente le coût moyen actualisé de production d'électricité sur toute la durée de vie d'une installation. Le LCOE est le coût total de production d'électricité divisé par la quantité totale d'électricité produite, exprimé en €/MWh. Il permet de comparer la rentabilité des différentes sources d'énergie de manière standardisée.
- [6] Source : International Energy Agency (IEA), Rothschild & Co Asset Management, 31/12/2023.
- [7] Source : Rothschild & Co Asset Management, 30/09/2025.

Indicateur de risque SRI : 5/7

L'indicateur synthétique de risque permet d'apprécier le niveau de risque de ce produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer. Nous avons classé ce produit dans la classe de risque 5 sur 7, qui est une classe de risque entre moyenne et élevée et reflète principalement son positionnement sur le marché des actions européennes. Autrement dit, les pertes potentielles liées aux futurs résultats du produit se situent à un niveau entre moyen et élevé et, si la situation venait à se détériorer sur les marchés, il est probable que notre capacité à vous payer en soit affectée. L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez le produit pendant 5 ans ; dans le cas contraire, le risque réel peut être très différent, et vous pourriez obtenir moins en retour. Autres facteurs de risque importants, non pris en compte de manière adéquate par l'indicateur : risque de liquidité, impact des techniques telles que des produits dérivés. Ce produit ne prévoyant pas de protection contre les aléas de marché ni de garantie en capital, vous pourriez perdre tout ou partie de votre investissement. Avant tout investissement, il est impératif de lire attentivement le DIC PRIIPS et prospectus de l'OPC, et plus particulièrement sa section relative aux risques et aux frais, disponibles sur le site Internet de Rothschild & Co Asset Management : am.eu.rothschildandco.com

Avertissements

Communication publicitaire. Les informations, commentaires et analyses contenus dans ce document sont fournis à titre purement informatif et ne sauraient être considérés comme un conseil en placement, un conseil fiscal, une recommandation ou un conseil en investissement de la part de Rothschild & Co Asset Management. Les informations/opinions/données contenues mentionnées dans ce document, considérées comme légitimes et correctes le jour de leur publication, conformément à l'environnement économique et financier en place à cette date, sont susceptibles d'évoluer à tout moment. Bien que ce document ait été préparé avec le plus grand soin à partir de sources réputées fiables par Rothschild & Co Asset Management il n'offre aucune garantie quant à l'exactitude et à l'exhaustivité des informations et appréciations qu'il contient, qui n'ont qu'une valeur indicative et sont susceptibles d'être modifiées sans préavis.

Rothschild & Co Asset Management n'a pas procédé à une vérification indépendante des informations contenues dans ce document et ne saurait donc être responsable de toute erreur ou omission, ni de l'interprétation des informations contenues dans ce document. Toutes ces données ont été établies sur la base d'informations comptables ou de marché. Les données comptables n'ont pas toutes été auditées par un commissaire aux comptes. En outre, compte tenu du caractère subjectif de certaines analyses, il convient de souligner que les informations, projections, estimations, anticipations, hypothèses et/ou opinions éventuelles ne sont pas nécessairement mises en pratique par les équipes de gestion de Rothschild & Co Asset Management ou de ses affiliés, qui agissent en fonction de leurs propres convictions. Certains énoncés prévisionnels sont préparés sur la base de certaines hypothèses, qui pourront vraisemblablement différer soit partiellement, soit totalement de la réalité. Toute estimation hypothétique est, par nature, spéculative et il est envisageable que certaines, si ce n'est l'ensemble, des hypothèses relatives à ces illustrations hypothétiques ne se matérialisent pas ou diffèrent significativement des déterminations actuelles. La présente analyse n'est valable qu'au moment de la rédaction du présent rapport.

R-co 4Change Net Zero Equity Euro est un compartiment de la Société d'Investissement à Capital Variable de droit français "R-co 2", dont le siège social est 29, avenue de Messine – 75008 Paris, immatriculée 889 511 747 RCS PARIS. Les informations ne présument pas de l'adéquation des OPC présentés au profil et à l'expérience de chaque investisseur individuel. Rothschild & Co Asset Management ne saurait être tenu responsable d'aucune décision prise sur le fondement des éléments contenus dans ce document ou inspirée par eux. En cas de doute, et avant toute décision d'investir, nous vous recommandons de prendre contact avec votre conseiller financier ou fiscal. L'Organisme de Placement Collectif (OPC) présenté ci-dessus est organisé selon la loi française, et réglementé par l'Autorité des marchés financiers (AMF). L'investissement dans des parts ou actions de tout OPC n'est pas exempt de risques. Avant tout investissement, il est impératif de lire attentivement le DIC et prospectus de l'OPC, et plus particulièrement sa section relative aux risques. Chaque investisseur doit également s'assurer des juridictions dans lesquelles les parts ou actions de l'OPC sont enregistrées. Le DIC PRIIPS/prospectus complet est disponible sur notre site Internet : www.am.eu.rothschildandco.com. La valeur liquidative (VL) / valeur nette d'inventaire (VNI) est disponible sur notre site internet. Les chiffres cités ont trait aux années écoulées. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures, et ne sont pas constantes dans le temps. La valeur des investissements et des revenus en découlant peut varier à la hausse comme à la baisse, et n'est pas garantie. Il est donc possible que vous ne récupériez pas le montant initialement investi. Les variations des taux de change peuvent affecter à la hausse comme à la baisse la valeur des investissements et des revenus en découlant, lorsque la devise de référence de l'OPC est différente de la devise de votre pays de résidence. Les performances présentées ne tiennent pas compte des éventuels frais et commissions perçus lors de la souscription et rachat des parts ou actions de l'OPC concerné. Les portefeuilles, produits ou valeurs présentés sont soumis aux fluctuations du marché et aucune garantie ne peut être donnée quant à leur évolution future. Le traitement fiscal dépend de la situation individuelle de chaque investisseur, et peut faire l'objet de modifications. Les informations présentées ne sont pas destinées à être diffusées et ne constituent en aucun cas une invitation à destination de ressortissants des États-Unis ou de leurs mandataires. Les parts ou actions de l'OPC présenté dans ce document ne sont pas et ne seront pas enregistrées aux États-Unis en application du U.S. Securities Act de 1933 tel que modifié ("Securities Act 1933") ou admises en vertu d'une quelconque loi des États-Unis. Ces parts ou actions ne doivent ni être offertes, vendues ou transférées aux États-Unis (y compris dans ses territoires et possessions) ni bénéficier, directement ou indirectement, à une "U.S. Person" (au sens du règlement S du Securities Act de 1933) et assimilées (telles que visées dans la loi Américaine dite "HIRE" du 18/03/2010 et dans le dispositif FATCA).

Rothschild & Co Asset Management Société de gestion de portefeuille au capital de 1 818 181,89 euros, 29, avenue de Messine – 75008 Paris. Agrément AMF N° GP 17000014, RCS Paris 824 540 173.

Toute reproduction partielle ou totale de ce document est interdite, sans l'autorisation préalable de Rothschild & Co Asset Management sous peine de poursuites.

À propos de la division Asset Management de Rothschild & Co

Division spécialisée en gestion d'actifs du groupe Rothschild & Co, nous offrons des services personnalisés de gestion à une large clientèle d'investisseurs institutionnels, d'intermédiaires financiers et de distributeurs. Nous articulons notre développement autour d'une gamme de fonds ouverts bénéficiant de nos expertises de long terme en gestion active et de conviction ainsi qu'en gestion déléguée. Basés à Paris et présents dans 10 pays en Europe, nous gérons plus de 50 milliards d'euros et regroupons plus de 200 collaborateurs⁽¹⁾.

Plus d'informations sur am.eu.rothschildandco.com

(1) Source : Rothschild & Co Asset Management, 31/07/2026.

France

29, Avenue de Messine
75008 Paris
+33 1 40 74 40 74

Belgique – Pays-Bas – Luxembourg

Rue de la Régence 52
1000 Bruxelles
+32 2 627 77 30

Suisse

Rothschild & Co Bank AG
Rue de la Corraterie 6
1204 Genève
+41 22 818 59 00

Italie

Passaggio Centrale 3
20 123 Milano
+39 02 7244 31

Allemagne – Autriche

Börsenstraße 2 - 4
Frankfurt am Main 60313
+49 69 299 8840

Espagne

Paseo de la Castellana 40 bis
28046 Madrid
+39 02 7244 31

[Visitez notre site internet](#)



[Suivez-nous sur LinkedIn](#)

